



RÉPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice

MINISTÈRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES

A decorative background featuring a large gold dollar sign on the left, a dashed line of gold bars leading towards the center, and several stacks of gold coins on the right. The scene is set against a dark background with a blue geometric shape at the bottom.

RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Premier trimestre 2017



Avant-propos

La Loi Organique n°020/2014 du 21 mai 2015, relative aux Lois de Finances et à l'Exécution du Budget (LOLFEB), introduit d'importantes innovations dans le processus budgétaire gabonais.

La bonne gouvernance et la performance budgétaire sont désormais les deux impératifs qui guident l'action de l'Etat en matière de finances publiques. C'est dans ce cadre que s'inscrit ce rapport trimestriel de l'exécution budgétaire, fondé sur les principes de redevabilité et de transparence du Gouvernement, dont l'objectif premier est d'informer le Parlement et le public. Toutefois, il peut éventuellement constituer un instrument d'aide à la décision.

Les rapports trimestriels visent à la fois à porter une appréciation sur la qualité de l'exécution au regard, non seulement, de la loi de finances votée, mais aussi des normes budgétaires et comptables en vigueur.

Je tiens à adresser mes vifs remerciements aux administrations qui ont honoré de leurs contributions l'édition de cette première revue d'exécution budgétaire et leur adresse mes encouragements pour la suite.

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics



Mathias OTOUNGA OSSIBADJOUO

Le mot du Directeur Général du Budget et des Finances Publiques

Le passage à la Budgétisation par Objectifs de Programme (BOP) en 2015, a permis la mise en place d'un nouveau mode d'élaboration et d'exécution du budget et une meilleure gestion des finances publiques.

La BOP replace notamment les citoyens et leurs représentants au Parlement au cœur de la problématique des finances publiques à travers une plus grande transparence dans la gestion des finances de l'Etat.

Ainsi, ce premier rapport d'exécution trimestrielle du budget, élaboré conformément à l'article 83 de la LOLFEB, permettra aux élus et aux citoyens d'obtenir une plus grande lisibilité sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances.

Je remercie toutes les administrations ayant participé à la préparation de ce premier rapport d'exécution budgétaire et avec lesquelles nous continuerons de collaborer pour l'élaboration des prochaines éditions.

Le Directeur Général du Budget et des Finances Publiques

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'F' intertwined, followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Jean Fidèle OTANDAULT

SOMMAIRE

SYNTHESE	5
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 MARS 2017	6
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (HORS RECETTES AFFECTEES)	7
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (HORS COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE)	8
III. LES COMPTES SPECIAUX	12
IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	12
CONCLUSION	14
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	15
ANNEXES	16
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA)	17
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)	20
Annexe 4 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du premier trimestre 2017 (en F.CFA)	21
Annexe 5 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)	28
Annexe 6 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA) * ...	35
Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA)	36
Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)	37

SYNTHESE

Solde

Le solde général d'exécution au 31 mars 2017 s'établit à 115,1 milliards de Francs CFA, soit un niveau inférieur par rapport au solde d'exécution à la même période l'an dernier (134,6 milliards de Francs CFA). La prise en compte du solde déficitaire des opérations de trésorerie et de financement (-44,3 milliards de Francs CFA) nous amène à un solde net global de 70,8 milliards de Francs CFA.

Toutefois, ce calcul ne prend pas en compte le niveau des recettes affectées du premier trimestre de près de 40,3 milliards de Francs CFA. L'intégration de ces recettes, qui représentent une dépense de trésorerie, car devant être reversées aux correspondant du Trésor, devrait ramener le solde net global à près de 30 milliards de Francs CFA.

A ce stade de l'année, l'excédent constaté s'explique par un effet calendaire. Les recettes sont encaissées dès le début de l'année alors que les paiements ne sont en général constatés que plus tardivement, en raison notamment d'un retard dans la mise en place de la chaîne managériale d'exécution des dépenses. Ce solde n'est donc pas une donnée significative.

Dépenses

A fin mars, les dépenses du budget général¹ atteignent 247,9 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 14% par rapport à la loi de finances (LF), supérieur à celui observé au 31 mars 2016 (10 %).

Toutefois, à ce stade de l'année, l'évolution des dépenses est peu significative et soumise à des effets calendaires importants.

Recettes

Les recettes (brutes) du budget général s'établissent à près de 363 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 20 %, supérieur à celui observé l'an dernier à la même période (17%). Le niveau d'encaissement des recettes du budget général est en revanche sensiblement inférieur aux prévisions trimestrielles sous-jacentes à la loi de finances (80 % de réalisation sur la prévision trimestrielle).

Cette moins-value résulte de deux effets de sens contraires : d'une part, une sous-exécution des recettes fiscales par rapport à la prévision du trimestre considéré, du fait d'une reprise plus tardive que prévue de la croissance économique. D'autre part, une plus-value significative sur le rendement des recettes pétrolières sous l'effet de la remontée des prix.

Comptes spéciaux

Le solde des comptes spéciaux est négatif (-9,3 milliards de Francs CFA) : si l'encaissement des recettes est quasiment en ligne avec les prévisions sous-jacentes à la LF (90%), les dépenses demeurent dynamiques. En particulier, les dépenses du compte d'affectation spéciale (CAS) « Promotion du sport » ont été significatives au premier trimestre en raison de la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations au mois de janvier.

¹ Il s'agit ici des dépenses effectivement payées.

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 MARS 2017

Tableau 1: Tableau de suivi de l'exécution, comparé à l'article d'équilibre de la loi de finances (en Millions de FCFA)

Recettes				Dépenses				Solde	
Budget général									
	LF 2017	Montant exécuté à la fin du 1er trimestre	% exécution		LF 2017	Montant exécuté à la fin du 1er trimestre	% exécution	LF 2017	Fin mars
Titre 1. Recettes fiscales	1 281 376	194 350	15%	Titre 1. Charges financières de la dette	198 545	10 434	5%		
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	0	0		Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	687 398	171 286	25%		
Titre 3. Cotisations sociales	0	0		Titre 3. Dépenses de biens et services	246 200	11 158	5%		
Titre 4. Autres recettes	519 317	150 254	29%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	193 338	23 638	12%		
Recettes à répartir*		5 996		Titre 5. Dépenses d'investissement	392 147	8 995	2%		
				<i>Dont Finex</i>	275 407	7 680	3%		
				Titre 6. Autres dépenses	6 000	734	12%		
A. Total des recettes pour le budget général	1 800 693	350 600	19%	A. Total des dépenses pour le budget général	1 723 628	226 245	13%	77 065	127 489
Comptes d'affectation spéciale (CAS)									
Comptes "Pensions"	25 406	6 890	27%	Comptes "Pensions"	40 000	14 141	35%		
Titre 3. Cotisations sociales	25 406	6 890	27%	Titre 4. Dépenses de transfert	40 000	14 141	35%		
Compte "Prestations familiales et sociales"	24 602	2 406	10%	Compte "Prestations familiales et sociales"	24 602	3 086	13%		
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	2 406	10%	Titre 2. Dépenses de personnel	24 602	3 086	13%		
Compte "Promotion du sport"	7 700	3 134	41%	Compte "Promotion du sport"	7 700	4 461	58%		
Titre 1. Recettes fiscales	7 700	3 134	41%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	7 700	4 461	58%		
B. Total des recettes pour les comptes spéciaux	57 708	12 430	22%	B. Total des dépenses pour les comptes spéciaux	72 302	21 688	30%	-14 594	-9 258
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	1 858 401	363 030	20%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	1 795 930	247 934	14%	62 471	115 097
Solde budgétaire global								62 471	115 097
Solde budgétaire de base								62 471	115 097

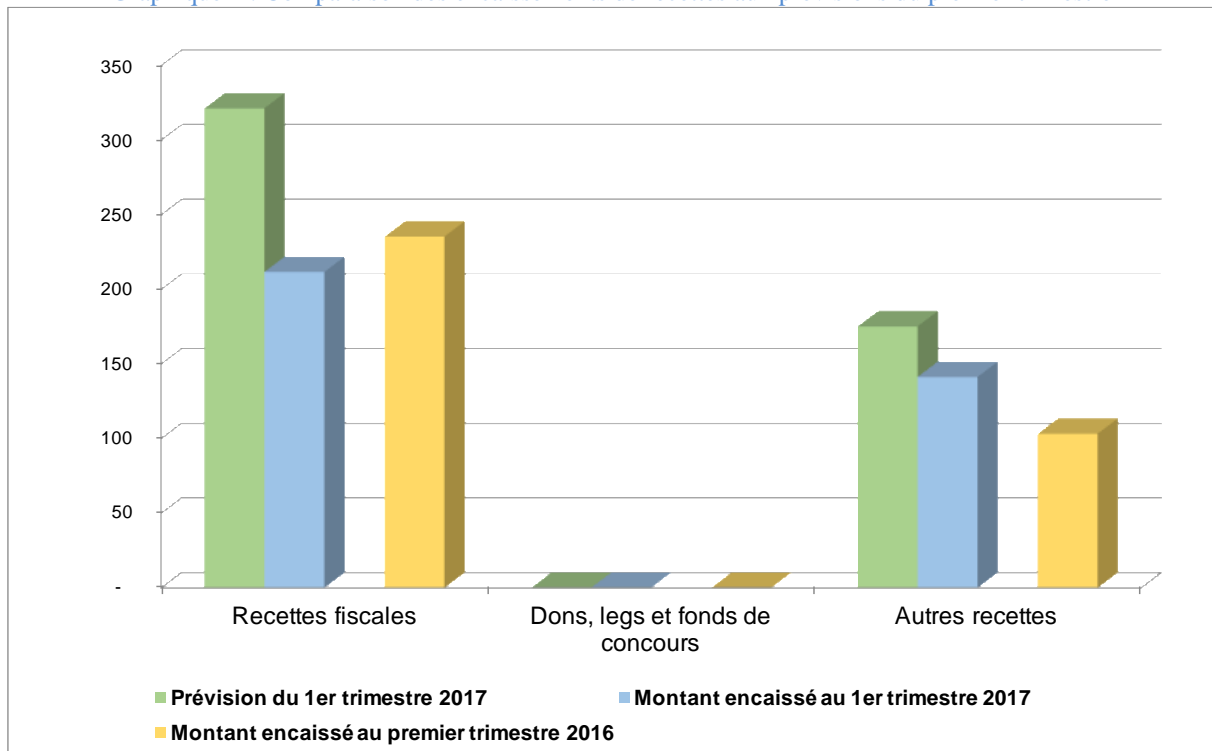
*Les recettes à répartir correspondent à des montants qui n'ont pas pu faire l'objet d'un rapprochement à la fin du trimestre. Elles seront ventilées dans le courant de l'année

Source : DGCPT

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL (HORS RECETTES AFFECTEES)

Au 31 mars 2017, le montant total des ressources du budget général atteint 350,6 milliards de Francs CFA, pour un objectif prévisionnel de 437,8 milliards de Francs CFA, soit un taux de réalisation de 80%. Comparées à la même période de 2016, les recettes du budget général sont toutefois en amélioration de plus de 6 milliards de Francs CFA.

Graphique 1 : Comparaison des encaissements de recettes aux prévisions du premier trimestre



Source : DGCP

L'encaissement des recettes fiscales est largement inférieur aux encaissements enregistrés à la même période de 2016 et aux prévisions qui sous-tendent la loi de finances 2017 : le taux de réalisation représente 61% des prévisions trimestrielles, chacune des recettes ayant enregistré des moins-values importantes. Cette sous-exécution s'explique essentiellement par une révision à la baisse des hypothèses macro-économiques sous-jacentes à la loi de finances et, notamment, à une reprise plus tardive que prévue de la croissance économique (pour rappel : la LF 2017 reposait sur une hypothèse de croissance de 4,5 % du PIB).

S'agissant plus particulièrement des droits et taxes de douanes (taux d'encaissement de 68%), la moins-value s'explique essentiellement par une augmentation des dépenses fiscales et un ralentissement de la demande intérieure. De nouveaux dispositifs de contrôle ont, par ailleurs, été mis en place par la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects à la fin du mois de février et devraient permettre d'améliorer le recouvrement dans les mois à venir.

S'agissant des recettes non fiscales, elles affichent un taux de rendement plus que satisfaisant. En effet, par rapport à la prévision trimestrielle, lesdites recettes enregistrent un taux de réalisation

de 131%. Cette trajectoire s'explique par la bonne tenue de l'ensemble des recettes non fiscales à l'exception de celles du domaine foncier, dans le sillage des revenus du domaine pétrolier. Ces derniers dépassent largement l'objectif trimestriel (taux d'encaissement de 136 %), en raison de la hausse des prix du pétrole, consécutive à la décision de l'OPEP² à la fin de l'année dernière, de diminuer les productions de pétrole. L'hypothèse retenue dans la loi de finances était de 40\$ le baril alors que celui-ci a dépassé les 50\$ au cours du premier trimestre 2017.

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (HORS COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE)

1) Analyse par titre de la dépense

Les montants des ordonnancements et des paiements atteignent respectivement 294,3 et 226,2 milliards de Francs CFA au 31 mars 2017, soit des **taux d'exécution de 17% et 13%, supérieurs à ceux observés à la même période en 2016 (16% et 9%)**.

La faiblesse de ces taux s'explique essentiellement par l'ouverture partielle du budget (15%), par le début timide des opérations d'engagements des dépenses dû à la désignation tardive des acteurs de la chaîne managériale.

Graphique 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LF³

Source : DCGPCT

² Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

³ Pour rappel : Titre 1. Charges financières de la dette ; Titre 2. Dépenses de personnel ; Titre 3. Dépenses de biens et services ; Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions) ; Titre 5. Dépenses d'investissement ; Titre 6. Autres dépenses

- **Les charges financières de la dette (titre 1)**

Le service de la dette comprend le remboursement du capital et le paiement des intérêts et commissions.

Lorsque l'Etat emprunte, puis rembourse sa dette, il ne s'agit que de mouvements de trésorerie qui sont neutres *in fine* pour les dépenses : seuls les intérêts constituent de véritables dépenses budgétaires, retracées ici dans le titre 1⁴.

Les règlements intervenus sur ce titre s'élèvent à près de 10,4 milliards de Francs CFA, composés de 1,017 milliards de Francs CFA d'intérêts extérieurs et 9,418 milliards de Francs CFA d'intérêts intérieurs dont 3,029 milliards de Francs CFA d'agios BEAC et 1,639 milliards de Francs CFA d'intérêts sur les Bons du Trésor Assimilables.

- **Les dépenses de personnel (titre 2)⁵**

Le montant des paiements des dépenses de personnel arrêté à 171,3 milliards de Francs CFA, est supérieur à celui des paiements, à la même période l'an dernier (161 milliards de Francs CFA). Cette situation est due principalement à la régularisation des situations administratives des agents publics.

Tableau 2: Effectifs fin mars 2017

	LF 2017	Fin 1er trimestre 2017	LF 2016	Fin 1er trimestre 2016
Effectifs des ministères et institutions	106 095	105 583	101 794	102 647

Source : Direction de la Solde

- **Les dépenses de biens et service (titre 3)**

Prévues à 246,2 milliards de Francs CFA, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de 38,9 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 16 %. Ce taux d'exécution est supérieur à celui réalisé à la même période l'année dernière (9 %).

Les dépenses engagées concernent principalement les délégations de crédits aux autonomies de gestion, aux administrations déconcentrées à l'intérieur du pays et aux ambassades et consulats dont la totalité des crédits votés, diminués de la réserve obligatoire, a été mandatée dès la mise en place du budget.

Les paiements effectués sur ce titre en fin mars s'élèvent à 11,158 milliards de Francs CFA.

⁴ Les mouvements relatifs aux emprunts et à leur remboursement sont analysés dans la partie IV relative à la trésorerie.

⁵ Les dépenses de prestations familiales et sociales sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

▪ ***Les dépenses de transferts (titre 4)⁶***

Les dépenses de transferts (hors comptes spéciaux) ont été ordonnancées à hauteur de 61,9 milliards de Francs CFA sur une prévision de 241 milliards de Francs CFA, dont 23,6 milliards de Francs CFA effectivement payés, soit un taux d'exécution base ordonnancement de 32 %.

Les taux d'ordonnement les plus significatifs concernent les crédits mis à disposition des administrations en autonomie de gestion et notamment les crédits des bourses scolaires et de l'enseignement supérieur (ANBG). Un montant de 29 milliards de Francs CFA a ainsi été engagé au 1^{er} trimestre, soit 40 % des crédits ouverts. De même, les crédits mis à disposition des hôpitaux ont été en moyenne engagés à hauteur de 30 %, ces établissements faisant l'objet d'une dérogation dans l'application de la mesure d'ouverture partielle des crédits à 15%.

Par ailleurs, 14,2 milliards de Francs CFA ont fait l'objet de transfert au profit de SOGARA (en soutien aux prix du pétrole lampant et du gaz butane).

▪ ***Les dépenses d'investissement (titre 5)***

Sur une prévision de 392,1 milliards de Francs CFA, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de 10,6 milliards de Francs CFA, soit 3%, pour des règlements de 9 milliards de Francs CFA. Ce taux s'explique globalement par les tirages sur financements extérieurs sur prêts projets, exécutés à 7,7 milliards de FCFA.

Ces derniers ont été effectués auprès des créanciers ci-après :

- 0,6 milliard de Francs CFA sur l'Agence Française de Développement (AFD) pour les projets « Assainissement de la ville de Port-Gentil », « Développement et Investissement Agricole » et le projet « Bassins versant de Gué-Gué » ;
- 6,7 milliards de Francs CFA sur la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) affectés aux travaux du tronçon routier « Pk 5-PK 12 » ;
- 0,4 milliard de Francs CFA sur le Fond d'Investissement et de Développement Agricole (FIDA) pour le projet de « Développement Agricole et Rural ».

Sur 116,7 milliards de Francs CFA de ressources propres prévus dans la loi de finances, un montant de 2,8 milliards de Francs CFA a été ordonnancé. En effet, comparativement aux dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnement des crédits d'investissement exigent des délais plus longs du fait de la mise en œuvre de certains outils que sont : les plans de passation de marché, les appels d'offres et les liquidations progressives suivant le rythme d'exécution du marché. Les dépenses répertoriées ont permis de financer l'acquisition d'un bâtiment administratif pour le ministère de l'économie numérique et de la communication ainsi que divers équipements pour l'administration.

▪ ***Les autres dépenses (titre 6)***

Les taux d'ordonnement (19 %) et de paiement (12 %) du titre 6 sont relativement plus importants que ceux constatés à la même période l'année dernière (respectivement 4 % et 1 %). Le titre 6, projeté à 6 milliards de Francs CFA, porte les dépenses relatives aux plans sociaux, aux restructurations d'entreprises et aux contentieux de l'Etat.

⁶ Les pensions des fonctionnaires sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

Les dépenses ordonnancées ont notamment permis de financer la restructuration de la radio-diffusion Africa n°1 (programme « Elaboration et pilotage de la politique économique »). Elles ont également financé les dépenses du Parlement pour 665 millions de Francs CFA (montant ordonnancé).

2) Focus sur la mission « Provisions »

La mission « Provisions » sert à financer les dépenses accidentelles et imprévisibles. Les dépenses sont exécutées après transfert vers les programmes de politiques correspondants aux activités bénéficiaires.

Le tableau suivant retrace les transferts intervenus depuis la mission « Provisions » au cours du premier trimestre 2017 :

Tableau 3: Mouvement de la mission 23 « Provisions »

Date	Objet	Montant du transfert	Mission bénéficiaire	Programme bénéficiaire
23/01/2017	Transfert prise en charge Conseil Supérieur de la Magistrature	75 000 000	19. Justice	19.668. Justice judiciaire et administrative
26/01/2017	Transfert prise en charge solde contribution 2017 Union Africaine	494 888 026	1. Action extérieure du Gabon	1.101. Affaires étrangères
26/01/2017	Prise en charge mission de maîtrise de la masse salariale	17 000 000	14. Gestion des finances publiques	14.542. Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques
27/02/2017	Répartition des dépenses de personnel	1 104 505 094	29. Travail, emploi et formation professionnelle	29.927. Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle
27/02/2017	Répartition des dépenses de personnel	3 916 087 208	10. Communication	10.437. Pilotage et soutien à la politique numérique et de la Poste
27/02/2017	Répartition des dépenses de personnel	15 108 000	10. Communication	10.437. Pilotage et soutien à la politique numérique et de la Poste
09/03/2017	Transfert prise en charge Conseil Supérieur de la Magistrature	75 000 000	19. Justice	19.668. Justice judiciaire et administrative
17/03/2017	Transfert prise en charge de la mission du Ministre délégué au Budget	44 950 000	14. Gestion des finances publiques	14.521. Gestion des dépenses publiques et contrôle de ressource
21/03/2017	Acquisition bâtiment télédiffusion Gabon	450 000 000	10. Communication	10.423. Communication
22/03/2017	Transfert prise en charge mission SGMBCP et mission des ministres délégués	65 170 000	14. Gestion des finances publiques	14.542. Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques
22/03/2017	Transfert prise en charge de la mission du co-chef de la sécurité pénitentiaire	30 000 000	19. Justice	19.675. Administration pénitentiaire
Total		6 287 708 328		

Source : DGBFiP

La répartition des dépenses de personnel représente la majorité des transferts de la mission « Provisions » en volume du fait de la mise en œuvre progressive de la budgétisation des dépenses de personnel par mission et programme.

III. LES COMPTES SPECIAUX

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 7) s'établit à -9,3 milliards de Francs CFA, soit un niveau supérieur à celui voté en LF (-14,6 milliards de Francs CFA).

Le compte d'affectation spéciale « Pensions » a été mis en place en 2016 et apporte une présentation budgétaire agrégée et détaillée des recettes (cotisations sociales) et dépenses (pensions) de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Son solde à la fin du premier trimestre 2017 est négatif, le meilleur rendement constaté sur les recettes de cotisations sociales n'ont pas permis d'absorber le dynamisme des dépenses (35 % des dépenses ouvertes en LF 2017 ont été payées au 31 mars).

Le compte d'affectation spéciale « Promotion du sport » a été créé en LF 2017 pour retracer les dépenses mises en œuvre par le Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). Ce CAS affiche un solde légèrement négatif au 31 mars malgré un encaissement de recettes plus important que prévu. Les dépenses y afférentes ont en effet été particulièrement dynamiques au premier trimestre (58 % des crédits ouverts en LF ont déjà été consommés) en raison de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations.

Le compte d'affectation spéciale « Prestations familiales et sociales » a été mis en place en LF 2017 pour retracer les opérations relatives aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales. Au 31 mars 2017, ce CAS affiche un solde négatif.

IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

1) Charges de trésorerie et de financement

Prévues à 681,6 milliards de Francs CFA, les charges de trésorerie et de financement, consacrées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure), ont été exécutées à 183,2 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 27%. Ce niveau d'exécution intègre 37 milliards de Francs CFA d'amortissement extérieur et surtout, 103 milliards de Francs CFA d'instances Trésor.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Budgétisées à 619 milliards de Francs CFA, les ressources de financement ont culminé à 138,71 milliards de Francs CFA, intégralement effectuées sur les financements extérieurs. Ces derniers ont été réalisés à hauteur de 27% par rapport à la prévision annuelle, contre un taux de réalisation de 1,34% pour l'exercice budgétaire 2016, à la même période. Les financements extérieurs intègrent une mobilisation sur des prêts projets de 7,7 milliards de Francs CFA (4% de la dotation) et 131,2 milliards de Francs CFA au titre des prêts programmes (54% par rapport à la prévision annuelle)

Aucun tirage n'a été effectué sur les financements intérieurs, les émissions de titres publics étant prévues à partir de la fin du second trimestre 2017.

Tableau 4: Opérations de trésorerie et de financement au 31 mars 2017

	2017		
	LF 2017	Exécution à la fin du trimestre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	370 758	37 045	10%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	162 431	14 602	9%
Autres amortissements	113 534	131 520	116%
Correspondants du Trésor	4 379		0%
Prêts et avances	30 500		0%
Total	681 602	183 167	27%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	519 130	138 871	27%
Emissions de titres publics	100 000		0%
Financement bancaire			
Total	619 130	138 871	22%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	-62 472	-44 296	
Solde budgétaire global	62 472	115 097	
Solde net	0	70 801	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de 70,8 milliards ne prend pas en compte le montant des recettes affectées du premier trimestre de près de 40,3 milliards. L'intégration de ces recettes, qui représentent une dépense de trésorerie car devant être reversées aux correspondants du Trésor, aurait ramené le solde net à un peu plus de 30 milliards de Francs CFA.

CONCLUSION

En définitive, le solde du budget de l'Etat à ce stade de l'année est peu représentatif, le paiement des dépenses ayant été timide alors que les recettes ont été encaissées dès le début de l'année. Le rapport trimestriel d'exécution du budget du deuxième trimestre de l'année 2017 permettra d'éclairer davantage la situation du budget de l'Etat au regard de la trajectoire fixée en loi de finances.

Des éléments de recommandation peuvent cependant d'ores et déjà être apportés.

S'agissant des recettes, une maîtrise des dépenses fiscales sur les recettes des douanes pourrait être mise en œuvre *via* par exemple un plafonnement des exonérations.

En ce qui concerne les dépenses, suite aux difficultés rencontrées en budgétisation pour ventiler les dépenses de personnel, des efforts significatifs devront être entrepris pour une meilleure maîtrise des dépenses de solde, au regard des objectifs du plan de relance de l'économie actuellement en discussion avec les bailleurs internationaux. Enfin, il serait judicieux que les chefs de départements ministériels désignent tous les acteurs de leur chaîne managériale de sorte que les engagements débutent véritablement.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport n'ont pas fait l'objet de rapprochements avec les liquidations faites par les régies financières.

Pour les dépenses :

- le rapprochement entre les dépenses présentées dans ce rapport et les montants effectivement payés par le Trésor pourrait faire apparaître des différences dans la mesure où les dépenses présentées sont les ordonnances visées.
- certaines données relatives aux charges financières de la dette trésor et aux charges de trésorerie et de financement n'ont pas été suivies d'analyses.

En ce qui concerne les Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA)

	2017				2016		Ecart n/n-1
	LF 2017	Prévision du trimestre	Montant encaissé à la fin du trimestre	Taux de réalisation	LF 2016	Montant encaissé à la fin du trimestre	
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 281 376	323 203	194 350	61%	1 412 424	235 353	-37 869
Impôts	512 183	132 603	80 215	60%	579 930	92 932	-12 717
Impôts sur les sociétés	263 861	67 782	47 390	70%	361 703	51 925	-4 535
Impôts sur les personnes	220 985	59 423	30 874	52%	197 366	38 826	-7 952
Impôts sur les revenus des capitaux	27 337	5 398	1 951	36%	20 861	2 181	-230
Taxes	769 193	190 601	114 135	60%	832 494	142 421	-25 152
Droits et taxes sur la propriété	31 378	7 598	4 985	66%	31 381	4 641	344
Taxes sur les biens et services	362 444	99 729	51 257	51%	379 192	67 902	-13 511
Droits et taxes de douanes	368 293	82 471	56 222	68%	407 780	68 357	-12 135
Autres recettes fiscales	7 078	803	1 671	208%	14 141	1 521	150
B. TITRE 2: DONNS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	-						-
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES		-	-				-
Cotisations de sécurité sociale							-
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	519 317	114 573	150 254	131%	607 331	103 263	46 991
Revenus de la propriété	464 855	92 713	135 090	146%	567 272	97 160	37 930
Revenus de participations	23 746	358	4 589	1281%	14 253	9 043	-4 454
Revenus du domaine foncier	3 374	1 403	-	0%	515	229	-229
Revenus du domaine pétrolier	427 594	89 674	121 658	136%	547 717	86 071	35 587
Revenus du domaine minier	5 581	35	7 624	21939%	175	637	6 987
Revenus du domaine forestier	4 560	1 243	1 219	98%	4 612	1 180	39
Recettes diverses	54 462	21 860	15 164	69%	40 059	6 103	9 061
Recettes à répartir*			5 996			9 161	-3 165
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 800 693	437 777	350 600	80%	2 019 755	347 777	5 957

*Les recettes à répartir correspondent à des montants qui n'ont pas pu faire l'objet d'un rapprochement à la fin du trimestre. Elles seront ventilées dans le courant de l'année.

Source : DGCPT

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en F.CFA)

		MARS
A	Recettes fiscales affectées	12 683 349 098
A1	CNAMGS	4 431 523 761
A1.1	ROAM	3 237 228 741
A1.2	CONTRIBUTION SPECIALE DE SOLIDARITE	12 507 804
A1.3	TAXE SUR TRANSFERT DE FONDS	1 181 787 216
A1.4	RETENUES COTICATIONS CNAMGS	-
A2	FONDS NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DU SPORT	4 652 709 558
A2.1	DROITS D'ACCISES	4 528 940 127
A2.2	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	123 769 431
A3	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	55 873 801
A3.1	Contribution pour la Formation Professionnelle	55 873 801
A4	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER II)	3 512 299 620
A4.1	REDEVANCE D'USURE DE LA ROUTE	-
A4.2	TAXE SUR LE CONTRÔLE DES ASSURANCES	677 255 057
A4.3	TAXE COMPLEMENTAIRE SUR LES SALAIRES	2 835 044 563
A5	AGENCES NATIONALE DES PARCS NATIONAUX	30 942 358
A5.1	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	30 942 358
B	Recettes douanes affectées	1 928 305 251
B1	TAXE COMMUNAUTAIRE INTEGRATION CEMAC	1 318 286 690
B2	CONTRIBUTION D'INTEGRATION A LA CEEAC	541 999 281
B3	TAXE DE PREFERENCE COMMUNAUTAIRE	-
B4	TAXE OHADA	68 019 280
C	Autre recettes affectées	25 782 628 260
C1	CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 276 430 215
C1.1	FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH)	2 276 430 215
C1.2	CAUTIONS DE RAPATRIEMENT	-
C1.3	CAUTIONS DE MISE EN LIBERTE PROVISOIRE	-
C1.4	CAUTIONS ELECTORALES	-
C1.6	CAISSE DE PEREQUATION TAXE SUR LES HYDROCARBURES	-
C2	CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE	
C3	TOTAL MARKETING	

C4	COLLECTIVITES LOCALES	19 797 787 232
C4.4	I.R.P.P	2 347 850 082
C4.5	TAXE VICINALE	-
C4.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM	-
C4.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER	5 541 785
C4.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS	-
C4.9	PATENTES	1 812 903 908
C4.10	LICENCES	90 770 622
C4.11	FONCIER BATI	3 568 085 318
C4.12	FONCIER NON BATI	274 755 552
C4.13	I.R.P.P (SALARIES)	11 499 862 916
C4.14	I.F.R	-
C4.15	VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX	6 592 023
C4.16	TAXE SUR LES CARRIERES	170 358 970
C4.17	PRELVMENT LIBER./SUCCESSIONS/RECETTES DIVERSES DU BUDGET	21 066 056
C5	FONDS DE PEREQUATION DE COLLECTIVITES LOCALES	3 708 410 812
C5.4	I.R.P.P	298 817 283
C5.5	I.R.P.P (SALARIES)	1 464 324 235
C5.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM	-
C5.5	IRPP/ACOMPTE DOUANIER	1 464 324 235
C5.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS	-
C5.9	TAXE MUNICIPALE SUR LES CARBURANTS	480 945 060
	TOTAL	40 394 282 609

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

TITRES	2017					2016					Ecart n/n-1
	LF 2017	Montant ordonnancé à la fin du trimestre	Taux d'ordonnancement	Montant payé à la fin du trimestre	Taux de paiement	LF 2016	Montant ordonnancé à la fin du trimestre	Taux d'ordonnancement	Montant payé à la fin du trimestre	Taux de paiement	
Titre 1. Charges financières de la dette	198 545	10 434	5%	10 434	5%	180 219	19 546	11%	19 546	11%	-9 112
Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	687 398	171 286	25%	171 286	25%	732 200	196 523	27%	160 954	22%	10 332
Titre 3. Dépenses de biens et services	246 200	38 954	16%	11 158	5%	319 721	27 608	9%	5 266	2%	5 892
Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	193 338	61 914	32%	23 638	12%	349 244	32 108	9%	9 066	3%	14 572
Titre 5. Dépenses d'investissement	392 147	10 563	3%	8 995	2%	562 774	61 718	11%		0%	8 995
Titre 6. Autres dépenses	6 000	1 119	19%	734	12%	8 000	328	4%	89	1%	645
Total	1 723 627	294 270	17%	226 245	13%	2 152 158	337 832	16%	194 920	9%	31 325

Sources : DGCPT et DGBFiP

**Annexe 4 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du premier trimestre
2017 (en F.CFA)**

N°	TYPES DE MOUVEMENTS	MONTANTS
1	Transferts	9 002 264 328
2	Virements	434 489 000
3	Fongibilité	26 953 486 819
TOTAL GENERAL		36 390 240 147

Source : DGBFiP

Transferts

Date	Programme source	Objet de la dépense	Montants	Programme bénéficiaire
27/02/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Répartition des dépenses de personnel	1 104 505 094	29.927:Pilotage et soutien aux politiques du travail et de l'emploi
27/02/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Répartition des dépenses de personnel	3 916 087 208	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste
27/02/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Répartition des dépenses de personnel	15 108 000	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste
10/03/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	5 400 000	26.864:Police nationale
10/03/2017	26.864 : Police nationale	Répartition des dépenses de personnel	9 156 000	10.416:Economie numérique
	Sous total Titre 2		5 050 256 302	
23/01/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge CSM.	75 000 000	19.668:Justice judiciaire et administrative
26/01/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge mission de maitrise de la masse salariale.	17 000 000	14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques
09/03/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge Conseil Supérieur de la Magistrature.	75 000 000	19.668:Justice judiciaire et administrative
17/03/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge de la mission du Ministre délégué au budget.	44 950 000	14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources
22/03/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge mission SGMBCP et mission des Ministres Délégués.	65 170 000	14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques
22/03/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	prise mission du CO chef de la sécurité pénitentiaire.	30 000 000	19.675:Administration pénitentiaire
	Sous total Titre 3		307 120 000	
26/01/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Prise en charge solde contribution 2017 union africaine.	494 888 026	1.101:Affaires Etrangères
18/01/2017	30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	Dotation de Souveraineté du Gouvernement	2 700 000 000	8.346:Coordination du travail gouvernemental
	Sous total Titre 4		3 194 888 026	
21/03/2017	23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	Acquisition bâtiment télédiffusion Gabon.	450 000 000	10.423:Communication
	Sous total Titre 5		450 000 000	
	Total général		9 002 264 328	

Virements

Date	Programme source	Objet de la dépense	Montants	Programme bénéficiaire
27/02/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	10 000 000	10.416:Economie numérique
27/02/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	13 500 000	10.423:Communication
27/02/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	126 000 000	10.423:Communication
27/02/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	27 000 000	10.423:Communication
27/02/2017	18.647:Sports et loisirs	Répartition des dépenses de personnel	99 000 000	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs
27/02/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	16 357 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	25 788 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	5 400 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	7 200 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	5 400 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	11 052 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	7 416 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	3 816 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	7 572 000	18.647:Sports et loisirs

Date	Programme source	Objet de la dépense	Montants	Programme bénéficiaire
10/03/2017	18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	5 616 000	18.647:Sports et loisirs
10/03/2017	10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	9 156 000	10.416:Economie numérique
13/03/2017	12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Répartition des dépenses de personnel	43 200 000	12.479:Recherche scientifique et innovation
13/03/2017	12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Répartition des dépenses de personnel	11 016 000	12.479:Recherche scientifique et innovation
Total			434 489 000	

Fongibilité

Programmes	Objet de la dépense	Montants
1.101:Affaires Etrangères	Répartition des dépenses de personnel	7 356 000
10.437:Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	Répartition des dépenses de personnel	42 750 000
12.479:Recherche scientifique et innovation	Répartition des dépenses de personnel	3 864 000
12.486:Vie de l'étudiant	Répartition des dépenses de personnel	1 689 472 959
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	Répartition des dépenses de personnel	15 324 000
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	Répartition des dépenses de personnel	1 050 212 000
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	Répartition des dépenses de personnel	8 161 507 803
17.626:Transports terrestres	Répartition des dépenses de personnel	31 500 000
18.647:Sports et loisirs	Répartition des dépenses de personnel	16 357 000
18.661:Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse, de sports et des loisirs	Répartition des dépenses de personnel	99 000 000
26.857:Gendarmerie Nationale	Répartition des dépenses de personnel	4 500 000
26.864:26.864	Répartition des dépenses de personnel	84 938 000
7.311:Préparation et emploi des forces	Répartition des dépenses de personnel	168 582 000
7.332:Vie du soldat	Répartition des dépenses de personnel	38 058 000
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	Répartition des dépenses de personnel	67 500 000
14.549:Gestion fiscale	Répartition des dépenses de personnel	65 028 000
15.591:Equipement et infrastructures	Répartition des dépenses de personnel	4 221 148 748
15.577:Logement	Répartition des dépenses de personnel	127 200 003
15.584:Urbanisation et amélioration du cadre de vie	Répartition des dépenses de personnel	438 765 900
15.595:Pilotage et soutien aux politiques de l'urbanisme et du logement	Répartition des dépenses de personnel	38 448 000
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	Répartition des dépenses de personnel	926 667 745
9.381:Gestion durable des eaux et des forêts	Répartition des dépenses de personnel	612 368 144

Programmes	Objet de la dépense	Montants
9.395:Conservation de la biodiversité	Répartition des dépenses de personnel	45 000 000
9.402:Amélioration du cadre de vie et changement climatique	Répartition des dépenses de personnel	5 400 000
16.612:Régulation et stratégie industrielle	Répartition des dépenses de personnel	18 000 000
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	Répartition des dépenses de personnel	30 000 000
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	Répartition des dépenses de personnel	1 888 000 779
3.164:Agriculture	Répartition des dépenses de personnel	91 314 000
3.171:Élevage	Répartition des dépenses de personnel	14 616 000
3.192:Pilotage et soutien aux politiques de l'agriculture et de l'entrepreneuriat agricole	Répartition des dépenses de personnel	50 988 000
3.178:Pêche et aquaculture	Répartition des dépenses de personnel	40 500 000
8.346:Coordination du travail gouvernemental	Répartition des dépenses de personnel	18 600 000
15.598:Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	Répartition des dépenses de personnel	2 590 401 985
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	Répartition des dépenses de personnel	7 512 000
19.668:Justice judiciaire et administrative	Répartition des dépenses de personnel	27 000 000
2.136:Administration territoriale	Répartition des dépenses de personnel	19 056 000
21.717:Présidence de la République	Répartition des dépenses de personnel	25 000 000
22.752:Protection et promotion de la famille	Répartition des dépenses de personnel	34 475 000
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	Répartition des dépenses de personnel	218 952 000
25.836:Offre et accès aux soins	Répartition des dépenses de personnel	30 672 000
3.185:Développement rural	Répartition des dépenses de personnel	38 264 356
6.290:Culture	Répartition des dépenses de personnel	100 780 000
9.409:Pilotage et soutien à la politique de l'Economie Forestière	Répartition des dépenses de personnel	35 000 000
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	Répartition des dépenses de personnel	39 432 000
4.206:Tourisme	Répartition des dépenses de personnel	4 400 000
25.843:Lutte contre le SIDA	Répartition des dépenses de personnel	6 725 497
Sous total Titre 2		23 290 637 919

Programmes	Objet de la dépense	Montants
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	Modification budgétaire prise en charge intendance des anciens présidents du CES.	49 875 000
19.682:Pilotage et soutien aux politiques de la justice et des droits humains	Prise en charge du reliquat des frais de mission de prise de contact des juridictions et des prisons.	34 000 000
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	Prise en charge du déplacement de l'ancien premier ministre.	37 973 900
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	Modification budgétaire erreur de mise en place.	11 000 000
Sous total Titre 3		132 848 900
9.395:Conservation de la biodiversité	Modification budgétaire erreur de mise en place.	3 150 000 000
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	Modification budgétaire.	380 000 000
Sous total Titre 4		3 530 000 000
Total		26 953 486 819

Annexe 5 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
1:Action extérieure du Gabon	20 990 509 432	20 347 128 324	11 508 889 867	11 501 150 490
1.101:Affaires Etrangères	15 073 570 900	14 541 954 705	10 880 129 187	10 879 139 265
1.108:Intégration africaine et Coopération internationale	861 187 520	798 306 608	4 050 000	
1.115:Affaires consulaires	742 748 365	712 737 519	618 610 680	615 911 225
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	4 256 135 167	4 240 105 387	6 100 000	6 100 000
1.129:Gabonais de l'étranger	56 867 480	54 024 106		
2:Administration du territoire	31 087 195 165	28 672 043 048	12 747 544 033	8 414 555 241
2.136:Administration territoriale	6 877 021 863	6 637 836 940	425 293 008	290 293 008
2.143:Décentralisation	21 687 909 620	19 534 093 486	12 275 714 025	8 121 972 233
2.150:Prévention et gestion des catastrophes	143 032 062	138 429 151	44 247 000	
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 379 231 620	2 361 683 471	2 290 000	2 290 000
3:Agriculture, élevage et pêche	10 492 170 672	10 247 171 410	567 327 022	565 604 522
3.164:Agriculture	4 315 761 147	4 222 112 978	105 892 014	105 892 014
3.171:Eleavage	298 423 215	295 632 915	9 303 200	7 580 700
3.178:Pêche et aquaculture	765 645 750	749 645 750	2 513 699	2 513 699
3.185:Développement rural	1 966 504 196	1 860 740 511	423 914 625	423 914 625
3.192:Pilotage et soutien à la politique agricole	3 145 836 365	3 119 039 255	25 703 484	25 703 484
4:Aménagement du territoire et tourisme	2 051 113 605	2 031 566 364	74 461 639	17 893 239
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 032 972 759	1 028 466 008	9 424 239	9 424 239
4.206:Tourisme	1 018 140 846	1 003 100 356	65 037 400	8 469 000

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
5:Conseil et Contrôle	5 003 219 365	4 923 030 479	489 134 991	489 134 991
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	1 791 948 445	1 748 391 597	294 978 490	294 978 490
5.220:Conseil National de la Démocratie (CND)	1 762 618 557	1 750 118 557	71 250 000	71 250 000
5.227:Conseil National de la Communication (CNC)	1 374 677 362	1 353 545 325	105 806 501	105 806 501
5.269:Médiature	73 975 000	70 975 000	17 100 000	17 100 000
6:Culture et Education Populaire	3 722 361 481	3 602 265 835	218 762 828	144 772 828
6.290:Culture	3 111 711 802	2 994 539 016	217 187 828	143 197 828
6.297:Education populaire	610 649 679	607 726 819	1 575 000	1 575 000
7:Défense	175 422 445 242	173 389 966 805	1 476 018 083	1 476 018 083
7.311:Préparation et emploi des forces	17 816 547 642	17 746 503 100	199 626 945	199 626 945
7.318:Equipement des forces	63 403 856 545	61 741 806 520	57 124 561	57 124 561
7.325:Garde Républicaine	27 283 967 425	27 246 431 940	106 976 132	106 976 132
7.332:Vie du soldat	13 425 938 734	13 206 559 110	752 183 979	752 183 979
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	53 492 134 896	53 448 666 135	360 106 466	360 106 466
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 745 014 477	9 661 622 780	2 751 566 753	2 463 157 032
8.346:Coordination du travail gouvernemental	1 468 446 801	1 454 653 501	2 411 306 021	2 224 193 746
8.353:Coordination des politiques urbaines	82 718 455	78 199 151	14 000 000	
8.358:Promotion de la bonne gouvernance	818 262 477	813 367 053		
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 546 851 823	5 520 750 284	106 963 286	106 963 286
8.367:Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	1 694 141 475	1 664 107 710	213 400 000	132 000 000
8.374:Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	134 593 446	130 545 080	5 897 446	
9:Economie forestière et protection de l'environnement	13 904 234 381	13 455 600 340	580 457 817	580 457 817
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	4 302 794 778	4 237 417 351	81 397 080	81 397 080
9.388:Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	88 842 261	85 742 261		
9.395:Conservation de la biodiversité	3 722 129 491	3 370 129 491	473 236 692	473 236 692
9.402:Amélioration du cadre de vie et changement climatique	1 082 327 017	1 064 581 411	8 011 545	8 011 545
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	4 708 140 835	4 697 729 826	17 812 500	17 812 500

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
10:Communication	25 328 740 128	24 421 226 894	1 107 116 851	1 036 317 069
10.416:Economie numérique	12 493 200 704	11 826 431 010	336 276 171	274 175 389
10.423:Communication	2 013 402 304	1 884 476 870	671 981 965	671 981 965
10.430:Poste	854 585 281	772 585 281	5 699 000	
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	9 967 551 840	9 937 733 733	93 159 715	90 159 715
11:Education nationale	194 425 342 680	192 748 594 731	804 857 369	761 198 420
11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	87 662 127 237	87 509 627 237	160 114 000	158 262 500
11.451:Enseignement secondaire	82 475 011 494	81 082 152 882	511 813 420	485 948 420
11.458:Enseignement technique et professionnel	10 076 027 063	9 958 585 777	116 808 999	104 477 500
11.465:Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	14 212 176 886	14 198 228 836	16 120 950	12 510 000
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	108 615 005 230	101 004 290 394	32 038 662 880	32 038 662 880
12.472:Enseignement supérieur	18 144 520 465	17 481 594 756	1 901 697 330	1 901 697 330
12.479:Recherche scientifique et innovation	14 642 101 992	14 592 101 992	11 400 000	11 400 000
12.486:Vie de l'étudiant	74 244 847 815	67 352 106 118	30 125 565 550	30 125 565 550
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 583 534 958	1 578 487 529		
13:Entreprenariat et commerce	11 085 305 366	10 848 717 745	76 870 278	53 621 803
13.500:Promotion de l'entreprenariat, de l'artisanat et économie sociale	904 074 674	865 517 472	17 900 000	
13.501:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entreprenariat national	50 000 000	47 500 000	2 580 000	
13.507:Promotion des échanges	2 007 723 511	1 992 716 357	8 635 903	8 635 903
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entreprenariat et du commerce	8 123 507 181	7 942 983 916	47 754 375	44 985 900
14:Gestion des finances publiques	321 217 386 611	316 573 655 635	13 396 005 850	13 307 412 686
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	14 531 744 972	14 119 244 972	1 351 942 242	1 263 349 078
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 586 717 549	10 491 717 549	1 058 436 250	1 058 436 250
14.535:Gestion du contentieux de l'Etat	3 853 073 873	3 678 073 873	16 186 500	16 186 500
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	6 609 520 820	6 547 020 820	152 098 600	152 098 600

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
14.549:Gestion fiscale	84 845 292 424	80 994 761 447	383 342 258	383 342 258
14.556:Engagements financiers de l'Etat	198 544 804 500	198 544 804 500	10 434 000 000	10 434 000 000
14.563:Gestion de la dette	1 494 805 140	1 457 105 140		
14.570:Gestion de la commande publique	751 427 333	740 927 333		
15:Constructions, logements et équipements collectifs	208 635 029 653	198 559 559 604	9 148 936 777	9 147 436 777
15.577:Logement	805 858 117	754 625 241	37 475 330	35 975 330
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	2 122 790 577	2 040 527 516	114 430 133	114 430 133
15.591:Equipement et infrastructures	198 564 761 989	188 636 787 877	8 997 031 314	8 997 031 314
15.595:Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	4 351 216 985	4 347 216 985		
15.598:Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 790 401 985	2 780 401 985		
16:Industrie et mines	6 645 474 125	6 561 945 886	26 107 510	26 107 510
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	3 287 418 948	3 251 121 224	1 275 000	1 275 000
16.612:Régulation et stratégie industrielle	1 420 054 398	1 375 323 884	20 232 761	20 232 761
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques Industrielles et minières	1 938 000 779	1 935 500 779	4 599 749	4 599 749
17:Transports	22 324 770 673	21 205 270 065	1 433 434 475	1 402 802 530
17.626:Transports terrestre	15 947 490 410	14 906 589 802	1 387 384 278	1 379 950 278
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	2 546 380 121	2 474 780 121	22 852 252	22 852 252
17.640:Pilotage et Soutien à la politique de transports	3 830 900 142	3 823 900 142	23 197 945	
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	17 000 539 301	16 047 841 039	196 388 527	196 388 527
18.647:Sports et loisirs	13 544 763 382	12 724 602 069	25 793 277	25 793 277
18.654:Jeunesse et vie associative	736 116 791	693 079 842	12 303 200	12 303 200
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	2 719 659 128	2 630 159 128	158 292 050	158 292 050
19:Justice	25 714 319 446	25 444 379 332	608 518 015	601 815 516
19.668:Justice judiciaire et administrative	10 005 108 731	9 795 418 617	364 440 513	364 440 513
19.675:Administration pénitentiaire	3 189 085 831	3 141 585 831	165 375 003	165 375 003
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	12 202 720 260	12 197 470 260	72 000 000	72 000 000
19.689:Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	180 544 624	177 544 624	3 425 000	

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
19.694:Egalité des Chances	30 000 000	28 500 000	2 849 999	
19.696:Pilotage et Soutien à la politique de l'égalité des chances et des gabonais de l'étranger	106 860 000	103 860 000	427 500	
20:Pensions	40 000 000 000	36 000 000 000	14 140 700 417	14 140 700 417
20.703:Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	40 000 000 000	36 000 000 000	14 140 700 417	14 140 700 417
21:Pouvoirs publics	80 461 036 044	78 127 116 558	11 660 236 848	11 660 236 848
21.234:Cour de Cassation	3 139 991 133	3 114 991 133	142 500 000	142 500 000
21.241:Cour des Comptes	3 977 997 098	3 927 372 098	286 687 500	286 687 500
21.248:Conseil d'Etat	617 296 724	597 296 724	57 000 000	57 000 000
21.717:Présidence de la République	29 175 667 987	28 515 667 987	3 174 403 763	3 174 403 763
21.724:Assemblée Nationale	19 389 236 428	18 703 827 928	3 257 161 775	3 257 161 775
21.731:Sénat	15 308 597 589	14 768 279 589	2 983 876 700	2 983 876 700
21.738:Cour Constitutionnelle	8 852 249 085	8 499 681 099	1 758 607 110	1 758 607 110
22:Prévoyance sociale	53 067 113 307	51 263 952 043	2 307 667 199	2 307 667 199
22.752:Protection et promotion de la famille	6 083 869 237	5 985 491 246	44 220 000	44 220 000
22.759:Solidarité sociale	8 473 665 280	8 081 665 280	512 327 749	512 327 749
22.766:Protection sociale	38 409 578 790	37 101 795 516	1 738 922 350	1 738 922 350
22.773:Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	100 000 000	95 000 000	12 197 100	12 197 100
23:Provisions	22 328 443 475	21 353 519 616	0	0
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22 328 443 475	21 353 519 616		
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	11 666 217 139	11 176 952 909	98 208 001	84 742 488
24.787:Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	526 264 402	513 829 749	46 718 750	45 080 000
24.794:Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	8 934 509 325	8 490 577 406		
24.801:Gestion de la radioactivité	95 543 825	89 190 735	7 267 500	
24.808:Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	164 167 544	159 489 294	34 109 263	29 550 000
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	342 462 321	327 998 957	6 612 488	6 612 488
24.822:Pilotage et Soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	1 603 269 722	1 595 866 768	3 500 000	3 500 000

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
25:Santé	112 076 752 190	109 650 759 154	6 177 605 960	6 171 544 360
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	18 708 624 570	18 625 001 011	79 637 030	76 595 430
25.836:Offre et accès aux soins	83 451 564 569	81 220 131 093	5 627 718 930	5 624 698 930
25.843:Lutte contre le SIDA	2 061 237 120	1 960 301 120	470 250 000	470 250 000
25.850:Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	7 855 325 930	7 845 325 930		
26:Sécurité	46 882 877 059	46 642 877 059	333 538 098	333 538 098
26.857:Gendarmerie Nationale	4 644 659 252	4 594 659 252	142 500 001	142 500 001
26.864:Police Nationale	42 238 217 807	42 048 217 807	191 038 097	191 038 097
27:Stratégie économique	39 611 730 889	36 876 965 331	1 060 612 040	1 049 607 040
27.871:Elaboration et pilotage de la politique économique	28 888 205 421	26 503 689 240	669 481 835	667 481 835
27.878:Concurrence et Protection du consommateur	3 951 044 687	3 859 344 687	25 036 237	25 036 237
27.885:Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 772 480 781	6 513 931 404	366 093 968	357 088 968
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 234 449 736	10 067 193 900	408 233 970	404 491 770
28.892:Fonction publique	5 113 307 641	5 003 051 805	237 365 440	235 023 240
28.899:Modernisation de l'Etat	555 260 111	530 760 111	30 120 000	30 120 000
28.901:Pilotage et soutien à la politique de réforme de l'Etat	50 000 000	47 500 000		
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	4 515 881 984	4 485 881 984	140 748 530	139 348 530
29:Travail et emploi	51 311 911 313	48 992 516 882	167 713 860	165 627 560
29.913:Promotion de l'emploi et du travail décent	3 434 843 774	3 328 410 945	111 189 972	109 103 672
29.920:Formation professionnelle	46 190 016 079	43 981 362 977	48 625 788	48 625 788
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	1 687 051 460	1 682 742 960	7 898 100	7 898 100
30:Dépenses Transversales	79 359 827 345	75 041 835 978	20 738 198 947	20 669 517 434
30.934:Dotation pour dépenses d'utilité publique	19 000 000 000	18 050 000 000	5 813 350 000	5 813 350 000
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	7 000 000 000	6 300 000 000	14 183 000 000	14 183 000 000
30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	28 499 291 372	27 074 326 803	20 681 513	
30.969:Dotation pour primes d'assurance	1 000 000 000	950 000 000		

	LF 2017	Crédit réparti	Montant engagé	Montant ordonnancé
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	400 000 000	380 000 000	379 881 140	379 881 140
30.990:Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	300 000 000	285 000 000		
30.995:Dotation pour fonds de développement provincial	18 000 000 000	17 100 000 000		
30.997:Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	5 160 535 973	4 902 509 174	341 286 294	293 286 294
31: Autorites Administratives Indépendantes et de Régulation	4 216 410 364	4 036 252 688	363 547 753	363 547 753
31.250:Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	1 003 750 447	908 950 447		
31.255:Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	680 262 414	670 262 414	57 000 000	57 000 000
31.260:Agence de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste (ARCEP)	29 000 000	26 100 000		
31.262:Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 361 678 235	1 335 678 235	145 200 000	145 200 000
31.280:Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire (AGSSN)	10 800 000	9 720 000	1 458 000	1 458 000
31.283:Commission Nationale de Droits de l'Homme	121 112 000	112 112 000	24 300 000	24 300 000
31.285:Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	9 810 000		
31.291:31.291: Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	768 907 268	745 119 592	135 589 753	135 589 753
31.295:Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	230 000 000	218 500 000		
32:CAS - Prestations familiales et sociales	24 602 400 000	24 602 400 000	3 086	3 086
32.985:Aide à l'enfance	24 602 400 000	24 602 400 000	3 086	3 086
33:CAS - Promotion du sport	6 700 000 000	6 030 000 000	4 461	4 461
33.233:Programme Sport pour Tous	784 064 492	705 658 043		
33.235:Sport amateur, d'élite et professionnel	5 915 935 508	5 324 341 957	4 461	4 461
<i>Dépense de la Solde</i>			174 382 694 432	174 382 694 432
Total	1 795 929 345 896	1 739 608 218 826	321 090 026 637	315 958 430 907

Source : DGBFiP

Annexe 6 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA) *

Titres et grandes natures	Montants ordonnancés au 31 mars 2017
Titre 1. Charges financières de la dette	10 434 000 000
67. Intérêts et frais financiers sur la dette	10 434 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	174 372 694 432
66. Charges de personnel	174 372 694 432
Titre 3. Dépenses de biens et services	38 954 000 000
60. Achats des biens	235 259 985
61. Achats de services	10 230 637 777
Services déconcentrés et autonomies de gestion	28 488 102 238
Titre 4. Dépenses de transfert	80 515 798 141
63. Subventions et transferts	15 855 756 545
64. Transferts courants	18 151 579 191
Services déconcentrés et autonomies de gestion	46 508 462 405
Titre 5. Dépenses d'investissement	10 562 582 938
20. Immobilisations incorporelles	8 976 103 067
22. Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000 000
23. Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	310 835 682
Services déconcentrés et autonomies de gestion	825 644 189
Titre 6. Autres dépenses	1 119 355 396
65. Autres charges	454 355 396
Services déconcentrés et autonomies de gestion	665 000 000
Total	315 958 430 907

* y compris les Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Source : DGBFiP

Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA)

	2017		
	LF 2017	Exécution à la fin du trimestre	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	370 758	37 045	10%
Emprunts extérieurs - courants	370 758	10 381	3%
Bilatéraux	52 338		0%
Multilatéraux	38 085	9 074	24%
Banques	167 265	1 307	1%
Marché international	113 070		0%
Emprunts extérieurs - arriérés	0	26 664	
Bilatéraux		4 738	
Multilatéraux		11	
Banques		21 915	
Amortissement des prêts du secteur bancaire	162 431	14 602	9%
Intérieur - DGD	162 431	14 602	9%
Emprunts intérieurs - courants	162 431	13 052	8%
Banques	65 944	5 666	9%
Moratoires	30 200	5 051	17%
Divers	14 083	2 335	17%
Marchés financiers	52 204		0%
Emprunts intérieurs - arriérés	0	1 550	
Divers		250	
Marchés financiers		1 300	
Autres amortissements	113 534	131 520	116%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	53 534	15 402	
Instances Trésor		103 354	
Arriérés de TVA	60 000	12 764	
Correspondants du Trésor	4 379		0%
Prêts et avances	30 500		0%
Fonds souverain de la RG	2 000	-	
Compte IMA (approvisionnement)	28 500	-	
Total	681 602	183 167	27%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	519 130	138 871	27%
Tirages sur conventions en cours	200 621	7 680	4%
Tirages sur nouvelles conventions	74 786	-	
Tirages sur prêts programmes	243 723	131 191	54%
Emissions de titres publics	100 000		0%
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	100 000	-	
Financement bancaire			
Banque centrale		-	
Total	619 130	138 871	22%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	-62 472	-44 296	
Solde budgétaire global	62 472	115 096	
Solde net	0	70 800	

Source : DGCPT

Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)

Recettes					Dépenses					Solde	
	LFI 2017	Prévision du trimestre	Montant encaissé à la fin du trimestre	Taux de réalisation		LFI 2017	Montant des engagements à la fin du trimestre	Taux d'engagement	Montant des paiements à la fin du trimestre	LFI 2017	Fin du trimestre
Compte "Pensions"	25 406	6 352	6 890	108%	Compte "Pensions"	40 000	14 141	35%	14 141		
Titre 3. Cotisations sociales	25 406	6 352	6 890	108%	Titre 4. Dépenses de transfert	40 000	14 141	35%	14 141		
Compte "Prestations familiales et sociales"	24 602	6 025	2 406	40%	Compte "Prestations familiales et sociales"	24 602	3 086	13%	3 086		
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	6 025	2 406	40%	Titre 2. Dépenses de personnel	24 602	3 086	13%	3 086		
Compte "Promotion du sport"	7 700	1 503	3 134	209%	Compte "Promotion du sport"	7 700	4 461	58%	4 461		
Titre 1. Recettes fiscales	7 700	1 503	3 134	209%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	7 700	4 461	58%	4 461		
Total des recettes pour les comptes spéciaux	57 708	13 880	12 430	90%	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	72 302	21 688	30%	21 688	-14 594	-9 258

Source : DGCPT